
ICANN75 | Réunion générale annuelle – Présentations de NextGen (1 sur 3)
Dimanche 18 septembre 2022 – 10h30 à 12h00 KUL

DÉBORAH ESCALERA : La séance est enregistrée et est régie par les normes de comportement attendues par l'ICANN.

Pendant cette séance les questions et commentaires envoyés à travers le chat ne seront lus à haute voix que s'ils suivent le format indiqué tel que je l'ai indiqué sur le chat. Je les lirai à haute voix en tant que modératrice de la séance.

Pour cette séance, nous bénéficierons d'un service d'interprétation simultanée en anglais, espagnol et français. Cliquez sur l'icône d'interprétation sur Zoom et sélectionnez la langue dans laquelle vous souhaitez écouter la séance.

Si vous souhaitez prendre la parole, veuillez lever la main sur la salle de Zoom et lorsque le facilitateur de la séance vous appellera par votre nom, allumez votre micro et prenez la parole. Avant de prendre la parole, veillez à avoir sélectionné la langue dans laquelle vous allez parler à travers le menu d'interprétation de Zoom. Avant de parler, assurez-vous de mettre sur muet tous vos autres dispositifs ainsi que les notifications. Veuillez parler

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

clairement et à un débit raisonnable pour permettre une interprétation exacte de vos propos.

Sur ce, je vous souhaite la bienvenue à cette séance et je remercie la participation et le travail des participants pour se préparer à la séance. Je remercie particulièrement Roberto Gaetano et [inaudible] qui travaillent avec nous depuis quelques semaines pour orienter les participants dans le cadre du processus de participation de l'ICANN.

Je remercie également ma collègue Fernanda Lunes qui va s'occuper de faire passer les diapos.

Sans plus, nous allons tout de suite commencer. Chaque participant aura 10 minutes pour faire sa présentation suivie d'une session questions/réponses. Nous allons céder la parole à Anurag Neupane, du Népal. N'oubliez pas de parler clairement et à un débit raisonnable pour les interprètes.

ANURAG NEUPANE : Merci, Déborah, de m'avoir donné la possibilité de prendre la parole ici. Je remercie l'ICANN de m'avoir permis de présenter certains de mes points de vue. Commençons tout de suite avec la présentation.

Ma présentation porte sur la stabilité de l'internet au Népal. Je présenterai les conditions actuelles au Népal par rapport à l'internet.

Diapo suivante.

Voici mon ordre du jour pour aujourd'hui, je commencerai par faire une introduction de l'internet au Népal. Je parlerai de l'évolution de l'internet dans le pays, du statut et de la stabilité de l'internet au Népal, des conditions actuelles de l'internet dans mon pays, puis je parlerai du rôle que peut avoir l'ICANN dans le domaine de l'internet et comment il peut aider les pays en développement dans le domaine de l'internet. Finalement, mais non pas des moindres, je présenterai certaines politiques qui faciliteraient le développement de l'internet dans les pays en développement du côté de l'ICANN.

Diapo suivante.

Je commencerai par une introduction et je parlerai de l'histoire de l'internet au Népal.

L'internet est arrivé au Népal en 1993, mais ce n'est qu'en 2007 qu'il a vraiment commencé à s'installer dans le pays à travers un fournisseur de services internet. En 2015, seuls 17 % de la population était connectée à internet étant donné que l'infrastructure était très faible. Étant donné qu'il s'agit d'un pays en développement, la structure internet népalaise est toujours

défaillante, et voilà pourquoi l'internet n'est toujours pas disponible dans beaucoup de régions. On a des coupures, des pannes d'électricité très souvent, entre autres problèmes qui nous empêchent d'être bien connectés.

Cependant, en 2019, le gouvernement népalais a beaucoup fait pour faire avancer la pénétration d'internet dans le pays à travers l'installation de la fibre optique. Dès lors, le transfert de données est très rapide et s'augmente progressivement. Il y a actuellement entre 35 et 40 FSI au Népal, ce qui est très peu. Et s'il y avait plus de fournisseurs de service internet au Népal je pense qu'on pourrait finalement faire en sorte que les régions les plus éloignées soient mieux connectées à internet aussi.

Parlons de la stabilité et du statut de l'internet au Népal. Quelle est la situation des utilisateurs finaux ?

Avant 2020 moins de 32 % de la population allait sur internet. La Covid a complètement changé la vision d'internet au Népal. Et, depuis, nous avons vu un accroissement de la pénétration d'internet de plus de 5%. Les pays en développement ne peuvent pas consolider leur position dans le domaine d'internet entre autres parce que nos pays n'ont pas de collaboration et de coordination active au sein de la communauté de la gouvernance d'internet étant donné que leur infrastructure est toujours en développement. À cela s'ajoutent d'autres conditions politiques et socio-économiques. La fourniture de

connexion stable et sécurisée est un facteur de grande importance et j'y reviendrai tout à l'heure.

Mais je voulais indiquer qu'il y a des connexions satellites et qu'elle pourrait être mise à profit dans les régions où on n'a pas internet pour l'instant.

Voici les statistiques par rapport à l'usage de l'internet. Sur une population totale de 29,5 millions il n'y a que 11,5 millions d'utilisateurs internet dans le pays. Ça revient à 38,4 % de la population.

Comme nous le voyons, d'année en année cela avance, nous avons beaucoup avancé surtout après le Covid et cette année nous avons vu une croissance de 7,7 %.

Alors, que peut faire l'ICANN pour le Népal ? L'ICANN est une communauté très importante qui peut avoir un rôle fondamental pour développer un internet stable et sécurisé dans les pays en développement. L'ICANN pourrait aider à faire en sorte qu'il y ait de nouveaux noms de domaine de premiers niveaux qui soient déployés dans le pays. Par exemple si on avait des domaines professionnels comme le .BIZ, pour le business, ce serait formidable. Les noms de domaine sont très utilisés dans le secteur des entreprises et ça pourrait nous permettre d'avoir une place comme grand concurrent dans le marché et ce serait très utile pour les start-ups et d'autres. Je pense par ailleurs que

l'ICANN devrait être plus collaboratrice avec les pays en développement comme le Népal et s'intéresser aux conditions et aux besoins du pays et chercher ce que l'ICANN pourrait faire pour le pays, justement.

Alors je pense que l'ICANN devrait être plus en lien avec les gouvernements des pays en développement pour les aider à progresser. L'amélioration de l'IPv6 pourrait nous aider à avoir de meilleures connexions et l'ICANN devrait promouvoir ces politiques fondamentales dans les pays en développement, comme par exemple le modèle multipartite et le caractère inclusif de l'internet.

Peu de personnes savent à quoi servent la RSI, à quoi sert l'internet, ce que fait l'ICANN, etc.

Je parlais à l'instant des politiques habilitatrices de l'internet. Et bien l'ICANN devrait promouvoir une approche de sécurité qui soit collaborative avec une législation qui promeuve la protection de données. Et, dans les pays en développement de surcroît, l'ICANN devrait promouvoir l'hébergement de contenus locaux pour permettre le développement de l'écosystème internet.

Les contenus des utilisateurs locaux sont hébergés à l'étranger en général et donc les contenus doivent voyager et sont hébergés sur des liens étrangers et internationaux ce qui a un

impact sur l'expérience des utilisateurs et sur le développement économique du secteur dans le pays.

Si on pouvait héberger dans le pays, elles pourraient être plus sécurisées et plus accessibles. Merci. Voilà ma présentation sur la sécurité et la stabilité de l'internet au Népal. J'ai bien présenté ce que pouvait faire l'ICANN pour améliorer les conditions et pour sécuriser l'écosystème internet. Et j'ajouterais à cela qu'il me semble que l'ICANN devrait plus se pencher sur les pays en développement.

Au Népal, il y a toujours plus de 50 % de la population qui n'est pas connectée à internet ou qui n'a pas accès à un internet sécurisé. Je suis là pour représenter mon pays et je voudrais demander à l'ICANN de soutenir les petits pays et les pays en développement.

Merci de m'avoir permis de présenter la situation de mon pays et de partager mes idées et avis. Merci.

DÉBORAH ESCALERA:

Merci beaucoup. Très bon travail, très bien présenté et très intéressant surtout. Je sais que vous venez d'un pays en développement, qu'il y a beaucoup de travail en cours et beaucoup de travail à faire. Y a-t-il des questions ? Les autres membres de l'équipe NextGen peuvent également poser des questions, donc n'hésitez pas à prendre la parole.

Je vais regarder en ligne... Bien, il n'y a pas de question, mais si vous avez des questions de suivi plus tard vous pouvez approcher Anurag dans les couloirs ou envoyer une question à [NEXTGEN.ORG](https://nextgen.org).

Nous allons maintenant céder la parole à Varsha de l'Inde. Donnez-moi un instant que je cherche votre présentation. On a des petites difficultés de connectivité. Voilà, Varsha, allez-y.

VARSHA:

Bonjour à tous et bienvenue. Merci d'avoir pris le temps d'être là ce matin. Je viens de l'Inde. En ce moment je suis un master en application et en sciences de données en particulier et je viens là présenter la question de la souveraineté des données et l'impact que cela a sur les utilisateurs et les autres secteurs. Il s'agit d'un facteur d'importance parce que cela aide les pays à protéger les citoyens et les sociétés à travers l'anonymisation des données confidentielles. Et donc pour que ce soit plus intéressant, j'ajoute à cela qu'en 2021 Facebook a été attaqué et il y a eu des registres de 33 millions d'utilisateurs et des données qui ont été compromises. En 2012, les registres de données ont été volés ou perdus, c'est énorme. Et je ne peux même pas vous expliquer la largeur, c'est 9 729 670 928... Tous ces registres ont été perdus ou volés à l'époque.

Diapo suivante.

Pourquoi se concentrer sur la souveraineté des données ? Lorsque nous partageons une photo ou une publication sur internet, on n'a aucune idée d'où elle sera hébergée, où ira ce contenu et quelle est la juridiction à laquelle elle devra répondre. Les FSI vont contrôler les requêtes de DNS des utilisateurs, ce qui fait que lorsque l'utilisateur accède à un domaine inconnu, ça va leur montrer des publicités. Certains gouvernements utilisent le détournement du DNS pour censurer l'usage d'internet et renvoient les utilisateurs sur des sites autorisés par le gouvernement. Et je pense qu'il faut notre autorisation pour que les données aillent ailleurs. Mais dans le pays où les données sont hébergées on doit toujours dépendre de la juridiction du pays. On a besoin d'avoir la souveraineté des données, chaque organisation devrait être propriétaire de son architecture de données.

Voici des données concernant la protection des données personnelles sur internet, voici à gauche les pays qui proposent les politiques de protection des données personnelles les plus performante. La Norvège se trouve au sommet de la liste et la Chine est le dernier avec un score de 53,1.

Voici donc quelques statistiques.

Diapo suivante s'il vous plait.

Alors, qu'aurions-nous pu faire ?

Les individus doivent avoir le droit de contrôler et de maintenir leurs propres données, ce qui comprend la collecte, le stockage et l'interprétation de leurs données. Et un thème commun c'est bien sûr de comment collecter, protéger et partager des données avec ceux qui ont un droit légitime et approprié d'y accéder. Nous avons donc le besoin de protéger nos données.

C'est pourquoi le RGPD était une étape très positive qui a permis à chacun de contrôler ses données personnelles en respectant des normes strictes, ce qui permettait une utilisation légale et transparente de celles-ci.

Le RGPD, d'abord et pour commencer, il s'agit d'une réglementation européenne qui constitue la base pour de nombreux pays et d'autres pays tels que la Turquie, Maurice, et bien d'autres pays qui appliquent également ce règlement.

Il y a également la loi chinoise concernant la protection des données personnelles. Cependant elle n'inclut pas le concept de l'intérêt légitime.

Du point de vue de l'ICANN, la protection des données personnelles et la protection de la vie privée guident les activités des organisations concernant le RGPD. La GNSO a également des processus d'élaboration des politiques concernant la protection des données et la protection des données personnelles.

L'ICANN recherche différentes contributions concernant un document de politique sur la protection des données. En ce qui concerne la région Asie/Pacifique voici quelques-unes des données essentielles. Près de 60 % des consommateurs sont dérangés par le manque de protection des données personnelles dans la région, la sécurité des données est un aspect essentiel qui pousse les organisations à utiliser les données en nuage et, aujourd'hui, les centres de données sont moins utilisés car tout a tendance à se transférer vers le cloud, le stockage dans le nuage. Ceci ne concerne pas simplement les utilisateurs finaux, mais également leurs identités et les données qui les concernent. Les principes, en général, restent les mêmes en fonction des secteurs.

Je veux vous parler maintenant de l'Inde, quelles sont les lois et comment cela est géré en Inde.

D'abord, la grande question: y a-t-il des lois concernant la protection des données en Inde? Non, il n'y a pas de loi concernant la protection des données en Inde, il y a un ensemble de règles dans la loi sur la technologie de l'information. En ce qui concerne le RGPD, la situation est un peu 50/50, toutes les entreprises indiennes ne sont pas concernées par le RGPD, mais toutes celles qui proposent leurs services à l'UE doivent respecter le RGPD.

Dans un délai de 5 ans, une loi a été introduite, en 2019, elle a été en élaboration pendant 5 ans mais a été maintenant retirée et aujourd'hui l'Inde attend qu'une loi soit adoptée dans le cadre de la protection des données.

Voici certaines coupures de journaux concernant l'explication de l'absence d'une loi sur la protection des données en Inde et les différentes problématiques actuelles en la matière.

En ce qui concerne les statuts constitutifs de l'ICANN, l'article 1.1.2 explique qu'il faut préserver et renforcer l'administration du DNS et sa stabilité opérationnelle, la fiabilité, la sécurité, l'interopérabilité mondiale, la résilience et l'ouverture du DNS et de l'internet. Il s'agit donc de protéger les données personnelles. Il y a 36 membres qui composent la communauté du SSAC et qui s'intéressent à ces questions de sécurité et de stabilité. L'objectif stratégique est de renforcer la sécurité du DNS et du système de serveur racine du DNS. Il s'agit de renforcer la sécurité, de renforcer la gouvernance de l'opération des serveurs racine, identifier les différentes menaces de sécurité et augmenter la robustesse de la zone racine DNS ainsi que les services de signature et autres.

Voilà, merci beaucoup. Je souhaite vous dire que les données ne sont pas encore protégées et nous sommes tous des utilisateurs finaux de l'internet et nos données ne sont pas encore totalement protégées et nous ne savons pas exactement ce que

font nos pays avec nos données personnelles. Il y a par exemple des cas tels que l'utilisation des données dans les hôpitaux, ces données peuvent être partagées d'un pays à l'autre. Donc nos données ne sont pas protégées.

Je pense qu'il serait nécessaire d'adopter des lois où l'ICANN pourrait peut-être s'impliquer plus dans ce domaine. Il est nécessaire d'assurer plus de contrôle dans ce domaine, d'adopter des lois également parce que ceci ne s'applique, pour le moment, qu'au DNS et aux adresses IP. Mais je pense que l'ensemble de l'internet partage tellement d'informations qu'il serait nécessaire de protéger les informations au moins à hauteur de 50 % sur tous les transferts internet. Merci beaucoup.

DÉBORAH ESCALERA: Merci beaucoup, bravo. Un sujet très intéressant. Nous allons maintenant passer aux questions du public, merci de bien vouloir rappeler votre nom. Merci.

[MARIAM]: Bonjour, je m'appelle Mariam, je suis de Malaisie. Merci beaucoup Varsha, pour cette présentation. Je ressens effectivement ton inquiétude, je suis tout à fait d'accord et partage moi-même les mêmes préoccupations concernant la protection des données.

Ma question est la suivante : tu t'intéresses à l'aspect législatif de la protection des données mais as-tu considéré peut-être des solutions d'ordre technologiques ? Merci.

VARSHA: Oui, effectivement, c'est aussi technique. Mais c'est lié à la légitimité. Je pense que les deux aspects se complètent. Le soutien technique est nécessaire pour naviguer sur internet et contrôler les données. Les lois sont également utiles et nécessaires. Je pense que les deux aspects sont nécessaires. Cependant je n'ai pas vraiment de solution à proposer parce que, et c'est d'ailleurs l'un des problèmes principaux en tant qu'utilisatrice finale, j'ai mis cela en évidence mais je n'ai pas vraiment proposé une solution, je pense que c'est le rôle de l'ICANN que de proposer des solutions dans ce domaine.

NON IDENTIFIÉE : J'ai également une question s'il vous plait.

DÉBORAH ESCALERA: Allez-y, merci de vous présenter.

NON IDENTIFIÉE : Bonjour, merci pour cette présentation. Je m'appelle [inaudible], je suis avocate en matière de protection des données au Brésil et

je suis consciente de l'importance de la loi et le fait qu'il a été difficile d'adopter ces choses-là dans votre pays. Au Brésil, la société civile a eu un rôle très important dans la conception des lois sur la protection des données. D'ailleurs, le forum brésilien sur l'internet y a directement participé. Donc ma question est la suivante : pensez-vous qu'il existe des organisations de la société civile ou peut-être d'autres organisations de soutien qui pourraient impliquer, représenter la communauté afin de faire pression sur les gouvernements pour pouvoir adopter des lois dans ce domaine ? Puisque ce que nous avons fait c'est de construire un projet au niveau de la société civile qui a ensuite accompagné le développement de ces idées au niveau gouvernemental. Alors, peut-être que ceci pourrait vous aider ? Et nous serions tout à fait prêts à partager notre expérience au Brésil.

VARSHA:

Oui, effectivement, je pense que c'est une assez grande question. Je ne suis peut-être pas capable d'y répondre immédiatement, si vous me permettez j'y répondrai par email à l'issue de cette session.

DÉBORAH ESCALERA:

Merci beaucoup. Rappelez-vous que vous devez garder votre masque à tout moment. C'est une obligation. Pardonnez-moi.

Bien, y a-t-il d'autres questions pour Varsha ? Je n'en vois pas, il n'y en a pas non plus en ligne. Merci beaucoup pour votre présentation, Varsha.

Nous allons maintenant passer à la présentation suivante, Kalpesh est notre présentateur suivant.

KALPESH CHAUDHARI: Merci beaucoup, Déborah, merci à l'ICANN pour cette opportunité. Je m'appelle Kalpesh, je suis indien et mon sujet aujourd'hui concerne la gouvernance de base de l'internet en Inde.

L'idée est d'attirer l'attention de la communauté mondiale sur la diversité de la société indienne. Nous avons une société très vivante, avec une grande diversité culturelle, une diversité linguistique et, bien sûr, il nous faut développer l'internet dans différentes régions, dans différentes catégories de genre, dans différents types de population. C'est pourquoi le développement de l'internet au niveau des groupes de base est essentiel. Et ceci doit concerner également des langues qui sont au bord de l'extinction. Et je souhaite présenter un nouvel aspect de l'internet qui doit aller au-delà des langues vernaculaires.

Voici la portée de l'internet actuelle, qui est la partie émergée de l'iceberg. Mais notre défi se présente sous la surface de l'eau, dans la partie immergée de l'iceberg.

1,457 milliard d'habitants, c'est la population totale de l'Inde et les utilisateurs actifs de l'internet ne sont que 692 millions. Imaginez la quantité d'utilisateurs qu'il nous reste à conquérir.

Voici le Mahatma Gandhi, le père de notre nation, il a dit la chose suivante : une fois que la politique est conçue il faut penser aux personnes les plus vulnérables de la société. Nous devons respecter son engagement afin de pouvoir proposer le service d'internet à toute notre population.

Je vais vous parler des trois aspects : la région, le genre et la langue.

En ce qui concerne la région, l'Inde est caractérisée par une grande diversité régionale. Nous avons des montagnes, des rivières et des bassins versants, des plateaux et nos politiques doivent couvrir toute notre région. Il y a des défis d'ordre topographiques, culturels, etc.

Diapositive suivante s'il vous plait.

Voici les statistiques qui indiquent également que les différentes régions sont caractérisées par des utilisateurs d'internet qui varient d'un État à l'autre. L'Inde est un État composé de différents États et les caractéristiques de l'utilisateur d'internet changent d'un État à l'autre.

Suivante s'il vous plait.

Voici le diagramme concernant les utilisateurs d'internet répartis en fonction de leur sexe et de leur région. Par exemple, la population de [inaudible] les hommes utilisent l'internet en une proportion considérablement plus élevée que les femmes. Et, parfois, dans certains États, 90 % des utilisateurs sont dans la capitale et dans d'autres régions, ceci peut-être plus équilibré.

DÉBORAH ESCALERA: Pourriez-vous parler un petit peu plus lentement s'il vous plaît ?
Merci.

KALPESH CHAUDHARI: En ce qui concerne la perspective de genre, de l'égalité homme/femme, les hommes urbains utilisent l'internet à hauteur de 72,5 %. Ensuite, les femmes urbaines utilisent l'internet à hauteur de 51,8 % tandis que les hommes du monde rural utilisent l'internet à 48,7 % tandis que les femmes rurales utilisent l'internet à hauteur de 24,6 %. Et, en général les hommes utilisent plus l'internet que les femmes et les habitants urbains utilisent plus l'internet que les habitants ruraux. Voici donc les disparités qui caractérisent notre pays.

Voici les différentes statistiques en fonction des États, des utilisateurs d'internet dans les villes ou dans les zones périurbaines de nos villes. Le troisième aspect concerne la langue. L'Inde a une grande diversité linguistique. Nous avons

32 langues officiellement reconnues par l'État et tous les documents officiels sont publiés dans toutes ces langues.

Suivante s'il vous plait.

À part les langues officielles nous avons 1200 langues locales. Et il y a des langues telles que le Bhili, le Gondi, le Kandi hi, et ces langues ont parfois plus de locuteurs que certains pays du monde et cependant ne sont pas reconnues. Il y a certaines langues qui sont au bord de l'extinction parce qu'elles ne sont pas considérées par les médias, par les utilisateurs ou dans les différentes utilisations d'internet.

Lorsque ce sondage a été organisé, il a été démontré que la difficulté d'utiliser l'internet est liée à l'absence de ces langues. Les 5 langues principales en Inde sont parlées par autant de locuteurs que le Royaume-Uni, que l'Allemagne, etc. Et donc si nous comparons la diversité linguistique de l'Inde aux statistiques de la population avec l'utilisation mondiale d'internet en fonction des langues, et bien il n'y a pas une seule langue indienne dans les 10 premiers de cette liste. L'inclusion de la communauté LGBTQ++ sur internet n'est pas considérée, et bien sûr bien souvent l'internet ne correspond pas aux dynamiques d'utilisation de la part de ces personnes.

Et ensuite les trois V, la vidéo, la voix et les langues vernaculaires sont les aspects fondamentaux concernant l'acceptation

universelle. La société indienne a besoin d'un internet beaucoup plus accessible et inclusif.

Qu'avons-nous fait jusqu'à maintenant? Le gouvernement indien a proposé une initiative pour faire parvenir internet au niveau local, assurer une connectivité au niveau local, un internet à grande vitesse, différents programmes, notamment pour les agriculteurs, l'utilisation de la technologie dans le secteur professionnel. Et l'Inde a des centres de service communautaires où les gens peuvent accéder à internet.

Le gouvernement indien a également créé différents projets en mode mission, comme par exemple pour les taxes commerciales dans le secteur de l'agriculture et autres, passant du haut de la société jusqu'en bas. Donc dans tous les secteurs le gouvernement s'efforce pour faire avancer la pénétration de l'internet. Et puis nous avons la collaboration active de la société civile, de la société internet, du .BIZ, de NIXI, de IRINN, du point IN qui est l'opérateur des opérateurs de registres des noms de domaine en 22 langues vernaculaires outre l'anglais. L'objectif principal de NIXI, qui implique Ajay Data, par exemple et entre autres dont tout le monde parle, était de promouvoir l'internet, de pouvoir installer des points d'échange d'internet en Inde dans différentes régions et parties du pays, de permettre un routage, un appairage entre un site et un échange du trafic internet efficace et efficient en Inde, de pouvoir renforcer constamment

la qualité d'internet et des services de large bande et de pouvoir installer des opérations de nom de domaine et des activités liées.

Xgen est la première initiative de l'Inde à permettre aux utilisateurs de créer des identificateurs de courrier électronique en langue vernaculaire, en leur propre scripte local. Les activités gouvernementales peuvent donc utiliser maintenant ces nouvelles adresses de courrier électroniques internationalisées grâce à l'initiative Xgen.

Il y a beaucoup de travail en cours sur la plateforme de l'ICANN avec les fournisseurs de services, les fournisseurs de contenus qui sont prêts à aider. Or il nous faut aller au-delà de tout cela et il reste beaucoup de travail à faire.

Et voilà ce qui reste à être fait, voilà mes conclusions et recommandations finales. Nous devons, en Inde, nous occuper des trois besoins de base : de la nourriture, de l'hébergement et des vêtements. Et à cela nous devons ajouter un quatrième besoin qui est l'internet. Puis nous avons besoin d'améliorer l'infrastructure numérique dans les secteurs éloignés de l'Inde, avec tout ce que je disais tout à l'heure. Et puis nous avons un autre besoin pour les personnes et des groupes peu privilégiés de la population pour ajouter la technologie et leur permettre d'y accéder au quotidien. Nous devons également renforcer l'importance de l'acceptation universelle et aller au-delà des langues vernaculaires.

Nous parlons de l'acceptation universelle des noms de domaine en langue vernaculaire, en langue locale, mais je vous invite à considérer les langues locales qui disparaîtront, qui sont prêtes à disparaître d'ailleurs. L'internet est nécessaire également pour assurer leur survie. Nous devons considérer différents aspects de l'internet liés à la dimension de genre. Les personnes qui utilisent internet peuvent toujours en tirer profit. Il y en a bien sûr qui sont victimisés en ligne également, mais nous voudrions faire en sorte que tout le monde puisse bénéficier de l'internet. L'internet est ouvert et gratuit, il devrait être disponible à tous.

Merci.

DÉBORAH ESCALERA: Merci, Kalpesh. On voit bien combien vous avez travaillé pour présenter ce que vous avez présenté. Vous aviez plein de statistiques et je ne sais pas comment vous avez fait pour aborder tout en minutes. Très bon travail.

Y a-t-il des questions pour Kalpesh ? Oui, allez-y.

GLENN MCNIGHT : Merci pour cette présentation. Ma question porte sur ce qu'il y a de nécessaire, parce qu'il y a quelques diapos vous montriez bien sûr la nourriture et la sécurité, oui... Voilà, celle qui avait... Oui.

Et cela reprend le travail de l'ONU par rapport aux ODD, l'un desquels inclut la connectivité et l'éducation. Or, si vous souhaitez connecter l'environnement rural de l'Inde, il vous faut une infrastructure d'énergie, de durabilité, de fiabilité. Comment faites-vous le lien entre les deux? On n'a pas toujours d'électricité dans les régions rurales. Il y a beaucoup d'établissements qui ne vont jamais être connectés au réseau électrique, donc comment voyez-vous la chose?

KALPESH CHAUDHARI:

Google a lancé le projet Loon dans les régions éloignées pour fournir de la connectivité internet. Parmi les dimensions physiques, je parlais de la diversité de l'Inde, la diversité géographique également. Et nous avons beaucoup de sources d'électricités comme le soleil par exemple. Grâce au soleil, avec des systèmes solaires, on peut fournir des systèmes de fourniture d'électricité. Il existe d'autres technologies et d'autres systèmes pour assurer la connectivité à l'électricité dans ces maisons et non seulement à l'internet.

L'internet peut être fourni à travers des connexions ou des connexions satellites. C'est ce que font les fournisseurs de service internet, et c'est intéressant pour eux du point de vue commercial également. Mais alors quelle est l'infrastructure nécessaire? Les personnes ont besoin de suffisamment d'énergie pour pouvoir charger leur téléphone, avoir l'accès

internet. Et voilà sur quoi nous devons nous concentrer, sur les régions éloignées. C'est ce que disait Gandhi, il faut aller dans les régions les plus éloignées, aux dernières personnes dans le pays qui veulent bénéficier de nos formulations de politiques de haut niveau, ou de premier niveau même.

DÉBORAH ESCALERA: Merci, Kalpesh. Il y a une main levée tout au fond de la salle. Approchez du micro s'il vous plait et n'oubliez pas de dire votre nom.

MUHAMAD UMAIR ALI: Je viens du Pakistan et je suis participant au programme de NextGen. J'ai une question à vous poser, Kalpesh. Vous parliez de fournitures de connectivité, vous disiez que votre pays est la cinquième économie la plus grande au monde mais qu'il reste beaucoup de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Vous parliez de garantir la connectivité, de politiques durables, mais qu'a fait votre gouvernement pour s'assurer que le coût de se connecter à internet reste minimum ? De sorte que même si les personnes ont des adresses email en langue locale indienne ou des DNS en langue locale, comment s'assurer qu'ils puissent économiquement accéder à tout cela ? Et le gouvernement indien peut-il prendre des mesures pour s'assurer que cela soit garanti ?

KALPESH CHAUDHARI: Merci pour cette question. L'Inde est également un pays en développement. Il y a un manque de correspondance entre les ressources et les besoins de personne. Nous avons 1,3 milliard de personnes et nous devons nous assurer que les besoins de tous soient pris en charge. C'est ce que font les démocraties. Et nous devons définir cet équilibre entre ressources et attributions.

Il y a certaines régions qui doivent constituer une priorité pour nous au moment de leur fournir des services. En Inde nous avons une législation sur le numérique et il y a des régions qui sont identifiées par un numéro et seulement à travers un téléphone avec ce numéro vous verrez différentes caractéristiques, vous accéderez à différentes fonctions, à la météo, à différents services. Et c'est ce qu'il y a de tout neuf sur internet. Mais nous avons besoin de plus de dispositifs qui aient un numéro qui leur soit associé pour pouvoir garantir la fourniture de ces services dans toutes les régions.

MUHAMMAD UMAIR ALI: Merci, nous vous souhaitons le meilleur.

KALPESH CHAUDHARI: Merci.

DÉBORAH ESCALERA: Très bien, merci beaucoup. Nous allons avancer mais merci beaucoup pour cette présentation.

KALPESH CHAUDHARI: Merci, Déborah.

DÉBORAH ESCALERA: Bien, nous allons maintenant passer à Jérémy, nous allons montrer ses diapos à l'écran.

JEREMY MYO HTET: Bonjour à tous. Je viens de Myanmar et je suis un participant à NextGen. Aujourd'hui je viens vous parler du premier forum de gouvernance internet des jeunes au Myanmar.

DÉBORAH ESCALERA: Donnez-nous un petit instant, Jeremy.

JEREMY MYO HTET: Donc aujourd'hui je viens vous parler du premier forum de gouvernance des jeunes au Myanmar qui s'est tenu cette année, en 2022.

Voici ce que j'ai prévu de vous présenter aujourd'hui. Tout d'abord je ferai une petite introduction de notre forum au

Myanmar, je parlerai des objectifs du projet, des activités associées au projet, des résultats, des difficultés, je tirerai des conclusions et finalement je formulerai des recommandations. Je vous indiquerai ce que nous avons reçu en termes de recommandations de la part des participants et je parlerai des leçons que nous avons tirées de tout cela.

Alors, petite introduction du forum de gouvernance internet des jeunes au Myanmar. Il s'agit d'une initiative des jeunes pour les forums de gouvernance internet, IGF, comme d'autres nations. yIGF a été créé en 2020 à l'aide de 15 jeunes membres de comité, ce comité s'appelle yCM et ils se sont organisés pour pouvoir tenir un forum au Myanmar. Il s'agit d'un forum spécifique pour discuter des questions associées au domaine internet du point de vue des jeunes.

YIGF Myanmar a été reconnu par le secrétariat de l'IGF de l'ONU comme initiative officielle de l'IGF le 9 mars 2022, spécifiquement.

Entre autres, l'objectif de notre forum est de pouvoir permettre aux jeunes locaux de mieux connaître la gouvernance de l'internet. Nous avons d'autres objectifs comme par exemple de renforcer les connaissances des participants en matière de mauvaise information, de désinformation, de discours de haine et du rapport entre les réseaux sociaux et la santé mentale.

Finalement nous souhaitons pouvoir présenter des résultats consolidés à la communauté de la gouvernance d'internet.

Voici les activités liées à notre projet. La thématique de notre forum est l'idéal des jeunes par rapport aux vies numériques saines et sous-thèmes – mauvaise information et désinformation – sujets que nous avons abordés au cours de la première journée. Et la deuxième journée nous avons parlé des réseaux sociaux et de la santé mentale. Le forum s'est tenu les deux et trois avril 2022. Nous avons utilisé les différentes plateformes de réseaux sociaux.

Diapo suivante.

Voici des captures d'écran de certaines de nos activités lors des deux journées. Au cours de la première journée nous avons accueilli les représentants de l'IGF et nous avons eu des présentateurs d'APNIC, du forum d'Asie/Pacifique, entre autres.

Diapo suivante.

Pour nous conformer aux initiatives officielles de l'IGF nous avons inclus des membres du comité d'organisation venant de différents secteurs, à savoir de la société civile, de la communauté technique, du secteur privé. Les bénévoles participant au forum venaient de différentes régions et de différents États. Les participants ont été sélectionnés de sorte que nous avons abordé les différentes dimensions de genre, de

géographie, d'âge, d'orientation sexuelle en visant à avoir une grande diversité. Les présentateurs invités étaient également invités à partager et à s'exprimer tout au long du forum. Et c'était des invités de différents secteurs.

Nous avons eu 30 participants à notre forum mais seuls 15 ont finalement pu se connecter. Sur ces 15 participants, 9 étaient des hommes, 5 des femmes et une personne non binaire.

Diapo suivante.

Voici les résultats de notre premier forum de gouvernance internet des jeunes au Myanmar. Nous avons communiqué avec le réseau de la gouvernance internet, nous nous sommes impliqués avec le dialogue des jeunes leaders d'APAC, du forum de gouvernance internet qui s'est tenu à Singapour, nous avons également échangé avec le forum de participation ICANN-APAC. Nos contenus sur les réseaux sociaux ont été affichés à une grande portée de personnes. La séance de présentation des participants leur a permis d'échanger entre eux et de renforcer leurs connaissances au niveau de la gouvernance internet et le forum suivait les principes NRI : il était ouvert, ascendant, transparent, inclusif, non commercial et multipartite.

Voici quelques-unes des difficultés que nous avons rencontrées. La Pandémie de Covid 19 en était une et nous a empêchés de tenir un forum en personnes. Les pannes d'électricité fréquentes

étaient un gros problème et l'équipe d'organisation ne pouvait pas accéder à une connectivité internet stable. On manquait de matériel pour les membres de l'équipe, à savoir des ordinateurs, des chargeurs, donc c'était également une difficulté. Et, finalement, on a eu une surcharge de travail.

Le projet n'a pas duré très longtemps et les ressources humaines étaient très limitées.

Mes conclusions pour cette présentation sont les suivantes. Les activités liées au projet ont été bien mises en œuvre, nous avons été confrontés à des difficultés tangibles et intangibles, mais pour l'année prochaine nous espérons que l'YIGF Myanmar essaiera de communiquer avec les communautés de gouvernance internet à l'échelle mondiale, régionale et locale.

Il y a eu un rapport thématique qui a été rédigé et qui sera soumis au secrétariat de l'IGF de l'ONU pour qu'il le poste sur leur site web.

Les participants nous ont envoyé les recommandations suivantes. Chacune des séances doit permettre de pouvoir discuter en plus de détails les différents sujets, donc elles devraient être un peu plus longues, il faudrait des interprètes et traducteurs pour les orateurs internationaux, il serait beaucoup plus efficace et efficient de tenir un forum en forme présentiel. Et les séances devraient être partagées en virtuel à travers les

plateformes des réseaux sociaux pour permettre aux participants de pouvoir échanger avec le reste des communautés.

Vous pouvez nous contacter et nous trouver sur les plateformes des réseaux sociaux que vous voyez à l'écran. Merci.

DÉBORAH ESCALERA: Merci beaucoup, Jérémy. Y a-t-il des questions pour Jérémy ?
Oui, allez-y.

NON IDENTIFIÉE : Merci beaucoup. Oui, je souhaitais expliquer quelques points puisque je fais également partie du forum sur la gouvernance de l'internet pour les jeunes. À cause de la situation politique, nous n'avons pas eu toute la marge de manœuvre pour organiser notre IGF en 2022. Nous n'avons pas assez de financements et il nous est difficile de recevoir des fonds d'autres organisations telles que des ONG ou autre. Donc nous avons dû organiser notre forum avec un budget très limité et nous n'avons pas été en mesure de couvrir les frais du service d'interprétation que nous aurions pu avoir. C'est pourquoi nous avons demandé un retour d'expérience aux participants afin de nous améliorer à l'avenir.

Nous nous intéressons beaucoup à la question de la désinformation et de la fausse information. Ces aspects sont très

importants à cause de la propagande qui est très largement diffusée suite à la situation politique que traverse le pays actuellement et ceci a beaucoup d'influences sur les différentes communautés. C'est pourquoi nous avons souhaité nous attacher à la question de la désinformation.

Bien sûr, nous avons essayé d'élargir nos consultations auprès du public et la question de la santé mentale est également très intéressante pour nous, en particulier sur les réseaux sociaux. Il y a des personnes qui souffrent de stress posttraumatiques à cause d'une utilisation excessive des réseaux sociaux sans prendre soin de leur santé mentale.

Il y a des jeunes en décrochage scolaire à cause de cette situation. C'est pourquoi nous avons souhaité aborder cette question à l'occasion de la deuxième journée de notre forum.

Voilà ce que je souhaitais ajouter. Merci.

DÉBORAH ESCALERA: Merci beaucoup, Jérémy pour cette présentation. Une autre question ?

BIBEL SILWAL: Bonjour, je suis du Népal. Félicitations, Jérémy et ses collègues, pour avoir organisé ce premier forum. Comment vous êtes-vous assuré que les participants soient sélectionnés par un processus

ouvert et inclusif? Avez-vous été en mesure d'attirer des participants originaires de l'ensemble du Myanmar? Et, bien sûr, pour participer à ce forum de manière profitable il faut avoir une certaine conscience et une certaine connaissance des techniques de l'internet. Comment vous êtes-vous assuré de cela?

JEREMY MYO HTET:

Et bien nos premiers forums ont été organisés de façon fermée. Le processus de candidature est assez simple, nous avons simplement invité les premières personnes dont nous avons eu connaissance par le biais d'une invitation à candidature que nous avons postée sur les réseaux sociaux. J'espère que ceci répond à votre question. Peut-être souhaitez-vous compléter?

NON IDENTIFIÉE :

Oui, effectivement. Nous avons reçu d'assez nombreuses candidatures, mais nous nous sommes assurés que les participants aient un niveau de connaissances minimum de l'internet. Et, au Myanmar, même si la situation politique est complexe, de nombreux jeunes sont impliqués et donc nous n'avons pas eu de difficultés à trouver une quinzaine de participants pour assister à ce forum.

En ce qui concerne l'inclusivité, et bien nous avons sélectionné des participants originaires de différentes régions. Nous avons essayé d'inclure des participants de différents États, des jeunes

provenant de différentes régions afin de pouvoir équilibrer les origines des participants et assurer le principe d'inclusivité pour qu'il soit respecté.

Étant donné qu'il s'agissait d'un forum fermé, nous n'avons pas pu le diffuser en streaming, notamment pour des questions de sécurité. Mais nous avons néanmoins établi un résumé des principales conclusions du forum sur la base des interventions des participants.

Si notre forum devenait ouvert à l'avenir, nous pourrions effectivement réaliser des consultations publiques.

DÉBORAH ESCALERA: Merci beaucoup pour cette présentation et pour ces réponses. Nous allons maintenant passer à l'intervenant suivant qui est Nur Adlin Hanisha, originaire de Malaisie. Nous allons maintenant projeter votre présentation.

NUR ADLIN HANISAH: Bonjour à toutes et à tous, merci d'être présents ici à nos côtés, merci à l'ICANN également de m'avoir invitée. Je suis Adlin Hanisah, je suis étudiante en doctorat et je vais vous parler de la protection des données personnelles et des questions de sécurité dans les services de portefeuille électronique en Malaisie.

Permettez-moi de commencer par une question : cela vous est-il arrivé d'aller faire des courses mais d'avoir oublié votre portefeuille pour payer? À ce moment rien à faire, vous parcourez le centre commercial, sans but et vous ne pouvez rien acheter. Soit vous rentrez chez vous pour aller chercher votre portefeuille. Cependant, la solution aujourd'hui se trouve dans notre poche, il s'agit des portefeuilles électroniques, e-wallet en anglais, remplacent de plus en plus nos portefeuilles physiques pour aller faire du shopping.

Les portefeuilles électroniques ont de nombreux usages. Les utilisateurs peuvent commander de la nourriture, payer sans contact, sans espace, commander des services de transport, de l'aéroport pour venir jusqu'ici par exemple, acheter des assurances, s'inscrire à des services d'évaluation de solvabilité pour des crédits, etc.

Il y a de nombreux avantages dans l'utilisation des portefeuilles électroniques, ils sont facilement utilisables, il y a des programmes de fidélisation, des archives numériques, ils sont également sûrs. Tout l'historique des dépenses et des transactions est conservé, vous pouvez faire un suivi de vos dépenses, et donc il y a un ensemble de services qui sont caractérisés par leur sécurité et leur sûreté.

Diapositive suivante s'il vous plait.

Permettez-moi maintenant de vous présenter quelques chiffres sur la Malaisie. Nous sommes 32,7 millions d'habitants, dont 84,2 % sont des utilisateurs de l'internet. L'économie numérique a contribué à hauteur de 20 % à notre PIB en 2020 et la Malaisie se trouve à la 34^{ième} place l'indice sur la préparation à l'utilisation des réseaux. Et nous avons 43 fournisseurs de portefeuilles électroniques.

Voici ces fournisseurs de portefeuilles électroniques, vous les voyez à l'écran. Et comme vous pouvez le voir vous en connaissez certains, par exemple GooglePay ou d'autres sont très connus et très utilisés en Malaisie. Et les portefeuilles électroniques sont en train d'évoluer. Ils prennent de plus en plus de place dans le secteur des services financiers. En Malaisie, la contribution des portefeuilles électronique dans le paysage de la Fintech est à hauteur de 12 %.

Le gouvernement a déjà démontré son soutien au portefeuille électronique. Ceci permet, bien sûr, une dématérialisation de l'utilisation des paiements mais aussi une plus grande inclusivité afin de permettre à de nombreux utilisateurs d'avoir accès à ces services.

Les différentes lois et politiques telles que E-Tunai, E-Belia, E-Penjara, favorisent le développement de l'utilisation des portefeuilles électroniques.

Diapositive suivante s'il vous plait.

L'entreprise Boku démontre la Malaisie est leader en Asie du Sud-Est pour l'utilisation des portefeuilles électroniques. Et, aujourd'hui, une large proportion de la population utilise ces portefeuilles électroniques pour réaliser ces paiements.

Cependant, malgré les nombreux bienfaits de ces portefeuilles électroniques, il y a des problèmes en matière de protection des données, de cybersécurité parce que lorsque nous utilisons des portefeuilles électroniques, nous n'avons rien à payer, et tous ces services de portefeuilles électroniques sont gratuits.

Cependant, nous partageons avec ces applications toutes nos données personnelles, nos informations financières, notre localisation, nos comptes de réseaux sociaux, par exemple. Et donc nos données deviennent le nouveau pétrole, c'est une source de richesses considérable et, bien sûr, toutes ces données peuvent être utilisées dans différentes applications telles que l'internet des objets, etc.

Voici donc les différentes questions liées à la protection de la vie privée et des données personnelles ainsi que les problématiques liées à la sécurité. Donc il y a des problèmes en matière des collectes des données, mais aussi des problèmes liés à la prise de décision automatisée, il y a aussi des menaces de sécurité, ainsi

que des problématiques de sécurité liées aux transferts de données transfrontaliers.

Nous ne disposons pas de lois spécifiques concernant la protection des données personnelles pour les prestataires de portefeuilles électroniques en Malaisie. Il y a quelques lois sporadiques concernant la protection des données, cependant nous pouvons nous inspirer de bonnes pratiques telles que le RGPD de l'Union Européenne ainsi que l'expérience de Singapour. Ceci permettrait de renforcer les cadres légaux en Malaisie.

Voilà, merci beaucoup. Si vous souhaitez en savoir plus sur ce sujet mais aussi sur les cryptos monnaies, vous pouvez lire mon article que j'ai présenté à l'occasion d'une conférence. Cet article a d'ailleurs gagné le prix du meilleur article. N'hésitez pas à le consulter si cela vous intéresse. Merci beaucoup.

DÉBORAH ESCALERA:

Merci beaucoup. J'ai une question pour vous : pensez-vous que les portefeuilles électroniques stimulent le développement économique dans la région ? Et ceci donne-t-il plus de pouvoir d'achat aux utilisateurs étant donné qu'ils peuvent avoir un accès plus facile au crédit que par le passé ?

Je me demande simplement si ces portefeuilles électroniques ont ouvert de nouvelles opportunités à des personnes qui

n'avaient pas nécessairement accès à un pouvoir d'achat si important, notamment à travers l'accès à des crédits de manière simplifiée.

NUR ADLIN HANISAH: Et bien je pense que les portefeuilles électroniques permettent aux personnes d'avoir accès à des services de soutien financier, ils ont accès à des services financiers de façon plus simple, notamment à travers un contact avec le système bancaire simplifié. Cependant, ceci n'est pas exempt d'un certain nombre de difficultés et il est donc essentiel de renforcer le cadre juridique afin d'accompagner le développement de notre économie numérique.

DÉBORAH ESCALERA: Y a-t-il d'autres questions pour Adlin ?

NON IDENTIFIÉE : Merci pour la présentation Adlin. Je voulais vous poser une question par rapport à vos recherches. D'après vous quel serait le rôle de la banque centrale et quel en serait le lien avec la législation concernant les portefeuilles virtuels ? Qu'avez-vous observé ? Merci.

NUR ADLIN HANISAH: Merci pour cette question. En ce moment nous avons des lois qui s'appliquent aux services financiers et également une loi pour les services financiers et d'autres réglementations comme [inaudible] ou autre. Mais dans le cas des portefeuilles virtuels la banque centrale n'a pas de règlement spécifique. Cependant il y a des codes de pratiques dont peuvent apprendre les fournisseurs de portefeuilles virtuels. Merci.

DÉBORAH ESCALERA: Merci beaucoup, Adlin. D'autres questions? Très bien, merci beaucoup. C'est complètement fascinant. Finalement, nous allons avoir une présentation à distance. Nous n'avons pas reçu ses diapos, donc je vais lui demander d'allumer son micro. Abdal?

J'essaye de communiquer avec Abdal, je n'y suis pas parvenue. Voyons ce que cela donne. Je me demande s'il est là. Est-ce que vous pourriez allumer votre microphone et votre caméra, Abdal? C'est à vous de présenter.

Je vois Abdal qui est connecté pourtant. Attendons un petit moment.

Abdal, c'est à vous de présenter, vous pouvez allumer votre microphone et votre caméra. Je vais lui envoyer un petit message.

Bon, je lui ai demandé de lancer sa vidéo, de faire sa présentation, d'allumer son microphone, mais il n'y a rien qui se passe pour l'instant. On va attendre encore un petit moment.

Ah, voilà Abdal, je le vois maintenant, bonjour. Oui, ça va très bien, je suis contente de vous voir connecté. Vous pouvez commencer votre présentation. Voyons si on peut vous entendre. Allez-y.

ABDAL AHMED: [inaudible]

DÉBORAH ESCALERA: On ne vous comprend pas. Vous voulez qu'on montre votre texte à l'écran puisque vous l'avez rédigé ?

ABDAL AHMED: Oui, oui, effectivement.

DÉBORAH ESCALERA: Très bien, Fernanda va l'afficher à l'écran. On ne vous entend pas très bien. On essaye de faire notre mieux pour avancer. Vous êtes en train de marcher ?

Bon, on a votre texte à l'écran, on va le partager tout de suite. Je vous remercie de votre patience.

On a une très mauvaise connexion avec vous, Abdal. Peut-être si vous déconnectiez votre casque et que vous parliez directement à l'ordinateur ? Parce que c'est vraiment très haché, ça se coupe. Allez-y encore une fois.

ABDAL AHMED: J'avais prévu de vous parler de cybersécurité.

[L'interprète s'excuse, mais la connexion n'est pas suffisamment bonne pour pouvoir interpréter]

DÉBORAH ESCALERA: Abdal, on ne vous entend pas.

ABDAL AHMED: [Inaudible]

DÉBORAH ESCALERA: Abdal c'est impossible de vous comprendre. Est-ce que vous auriez un autre casque ou déconnectez celui-ci et parlez directement à l'ordinateur. Il semblerait que votre casque ne fonctionne pas.

ABDAL AHMED: J'ai changé de micro, ça va mieux ?

DÉBORAH ESCALERA: Un peu.

ABDAL AHMED: Très bien, donc passons à ma présentation directement. Est-ce que vous pourriez avancer ?

DÉBORAH ESCALERA: Faites défiler un peu, Fernanda. Et je pense que c'est tout, c'est tout ce qu'on a, c'est tout ce que vous nous avez envoyé. Ah, pardon. Oui, allez-y.

ABDAL AHMED: [Inaudible]

[L'interprète s'excuse mais la connexion n'est pas suffisamment bonne pour pouvoir interpréter].

J'ai commencé à me former en cybersécurité pour aider ma communauté. Il s'agit d'une question qui pose beaucoup de problèmes et j'ai commencé à faire des formations en sécurité pour pouvoir renforcer la sensibilisation en matière de cybersécurité et garantir que l'espace internet soit sécurisé. Les gens de ma communauté étaient frustrés par le manque de sécurité sur internet et dans l'environnement numérique en général. Avancez à la page suivante.

Oui, suivante.

[L'interprète s'excuse, il est impossible d'interpréter Abdal]

DÉBORAH ESCALERA: Désolé, Abdal, il va falloir vous interrompre, on ne vous entend pas, il faudrait que vous ayez la présentation devant vous et ce n'est pas le cas. Cette présentation sera publiée sur le site web pour que tout le monde puisse la lire. Je suis vraiment navrée, Abdal, on ne vous entend pas, la connexion est très mauvaise, toutes mes excuses, il va falloir qu'on arrête. On ne vous suit pas du tout et vous n'avez pas la présentation devant vous.

Étant donné qu'on ne vous entend pas il va falloir qu'on vous arrête. Je m'excuse auprès de vous et de tous les participants dans la salle.

Toutes les présentations de cette séance sont publiées sur la page web de l'ICANN 75. Vous pouvez y accéder, aller les lire, consulter également cette présentation. Même s'il n'a pas pu la présenter lui-même, vous pouvez la lire vous-même pour savoir ce qu'il avait prévu de présenter.

Je vous remercie tous d'avoir participé aujourd'hui, je remercie tous les participants de NextGen pour leur présentation, vous avez fait un excellent travail. Et j'invite le public et le reste des membres de la communauté à se joindre à nous demain pour les deuxièmes et troisièmes parties des présentations des NextGen. Merci de nous avoir rejoints aujourd'hui.

Vous pouvez arrêter l'enregistrement.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]